



Assemblée générale

Cinquante-cinquième session

9^e séance plénière

Lundi 11 septembre 2000, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Holkeri (Finlande)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai demandé à deux reprises aux délégations d'être à l'heure dans la salle de l'Assemblée générale, et je le leur demande à nouveau.

Vu l'absence de quorum, je me vois obligé de suspendre la séance.

La séance, suspendue à 10 h 20, est reprise à 11 h 20.

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : premier rapport du Bureau (A/55/250)

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant examiner le premier rapport du Bureau, qui a été publié sous la cote A/55/250. Je me référerai aux sections et paragraphes spécifiques du rapport qui contiennent des recommandations présentées à l'Assemblée pour examen.

Au paragraphe 2 de son rapport, le Bureau attire l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions figurant dans les annexes V, VI, VII et VIII du règlement intérieur de l'Assemblée.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note de ces dispositions?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 3 de son rapport, le Bureau prend note de l'annexe I, intitulée « Directives concernant la rationalisation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale », de la résolution 48/264 du 29 juillet 1994 de l'Assemblée générale, intitulée « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale », de l'annexe à la résolution 51/241 du 31 juillet 1997, intitulée « Renforcement du système des Nations Unies », et du paragraphe 1 de la résolution 52/163 du 15 décembre 1997, intitulée « Modification de l'article 103 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale ». Les dispositions de ces résolutions sont reproduites dans les sections pertinentes du document dont l'Assemblée générale est saisie.

Au paragraphe 4 de son rapport, le Bureau prend note des rapports du Secrétaire général relatifs à l'application des résolutions 48/264 (A/52/856) et 51/241 (A/52/855) de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 4 du rapport?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons à présent examiner la section II du rapport, qui a trait à l'organisation de la session.

Nous commençons d'abord par la section II.B, qui a trait à la rationalisation des travaux de l'Assemblée générale.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-178. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

Au paragraphe 7 de son rapport, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 45/45 portant sur la nécessité de recommander de convoquer certaines grandes commissions l'une après l'autre.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du paragraphe 7 du rapport?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 8, le Bureau attire l'attention de l'Assemblée sur les paragraphes 30, 31 et 36 de l'annexe à la résolution 51/241 qui prévoit que les grandes commissions tiennent des réunions d'organisation avant l'ouverture du débat général et ne commencent leurs travaux de fond qu'à l'issue du débat général; et que la Première et la Quatrième Commissions se réunissent, dans la mesure du possible, l'une à la suite de l'autre.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 8?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 9, le Bureau prend note du paragraphe 1 de la résolution 52/163, qui modifie comme suit la première phrase de l'article 103 du règlement intérieur de l'Assemblée générale :

« Chacune des grandes commissions élit un président, trois vice-présidents et un rapporteur ».

Au paragraphe 10, le Bureau note que les mesures qui ont été prises pour réduire les dépenses relatives aux heures supplémentaires seront strictement appliquées.

Nous passons maintenant à la section II.C relative à la date de clôture de la cinquante-cinquième session.

Au paragraphe 11, le Bureau recommande à l'Assemblée que la cinquante-cinquième session soit suspendue au plus tard le mardi 5 décembre 2000.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 12, le Bureau attire l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que la date de clôture de la cinquante-cinquième session relèvera d'une décision de l'Assemblée.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 12?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 13, le Bureau recommande que la Première Commission achève ses travaux le vendredi 3 novembre, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) le jeudi 9 novembre, la Troisième Commission, le vendredi 10 novembre, la Sixième Commission, le mardi 21 novembre, et la Deuxième Commission et la Cinquième Commission, le vendredi 1er décembre 2000.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la section II.D relative à l'horaire des séances.

Au paragraphe 14, le Bureau recommande que les séances du matin commencent à 10 heures précises pour toutes les séances plénières et celles des grandes commissions.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle aux membres que j'ai l'intention de commencer les séances de l'après-midi à 15 heures précises.

Dans le même paragraphe, le Bureau recommande que, par mesure d'économie, on ne prolonge pas au-delà de 18 heures les séances de l'Assemblée plénière comme des grandes commissions, y compris les réunions officieuses, et qu'on ne tienne pas de réunions le week-end, à l'exception du débat général. Le Bureau recommande, en outre, d'appliquer également cette mesure d'économie, pour le restant de l'année 2000, aux autres réunions inscrites au calendrier des conférences et réunions de l'Organisation.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 15, le Bureau recommande à l'Assemblée générale, afin d'éviter que les séances ne commencent avec du

retard, de lever l'obligation concernant le nombre des membres qui doivent être présents pour que le Président puisse déclarer la séance ouverte et permettre le déroulement du débat (un tiers au moins dans le cas des séances plénières et un quart au moins dans celui des séances des grandes commissions).

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : À cet égard, je souscris fermement aux suggestions pratiques qui ont été faites lors des précédentes sessions, à savoir que chaque délégation désigne une personne qui devra être présente à l'heure prévue. J'espère sincèrement que toutes les délégations coopéreront.

Au paragraphe 16, le Bureau recommande que l'on rappelle aux délégations l'extrême importance de la ponctualité.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais faire valoir aux membres qu'un retard de 10 minutes à chaque séance tenue au Siège de l'Organisation se traduirait par une perte d'environ 800 000 dollars par an. J'espère donc sincèrement que toutes les délégations auront à cœur de coopérer à cet égard, afin que toutes les séances puissent commencer à 10 heures et à 15 heures précises.

Dans la section II.E relative au débat général, le Bureau a noté que le débat général aura lieu du mardi 12 septembre au samedi 16 septembre 2000 et du lundi 18 septembre au vendredi 22 septembre 2000.

Au paragraphe 18, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 21 de l'annexe à la résolution 51/241, dans laquelle l'Assemblée demande aux représentants de bien vouloir faire en sorte que leurs interventions ne dépassent pas 20 minutes durant le débat général.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 18?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je voudrais rappeler aux délégations que le Secrétariat leur de-

mande de bien vouloir s'exprimer à tout moment à une vitesse normale pendant le temps dont elles disposent pour permettre une interprétation correcte de leurs déclarations.

Au paragraphe 19, le Bureau a approuvé la suggestion du Secrétaire général tendant à clore la liste des orateurs dans le débat général, le jeudi 14 septembre à 18 heures.

Étant donné le nombre très élevé d'orateurs déjà inscrits, je prie instamment les représentants de prendre la parole dans l'ordre indiqué sur la liste des orateurs pour le débat général. Ceux qui ne seront pas en mesure de prendre la parole à l'heure prévue seront placés en fin de liste pour la séance en question.

Au paragraphe 20, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur une décision prise antérieurement par l'Assemblée qui décourage fermement la pratique consistant à présenter des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale à la fin d'un discours. Le Bureau recommande que cette disposition soit également appliquée au cours de la cinquante-cinquième session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Le Bureau recommande également aux orateurs participant au débat général de quitter la salle de l'Assemblée après leur intervention, en passant par la salle GA-200 située derrière la tribune, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve également cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la section II.F. Puis-je considérer que l'Assemblée prend note des dispositions concernant les explications de vote et le droit de réponse figurant au paragraphe 21?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer en outre que l'Assemblée générale souhaite limiter les motions d'ordre à cinq minutes, comme cela est recommandé au paragraphe 22?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 23, et s'agissant du temps de parole, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 22 de l'annexe à la résolution 51/241 indiquant qu'en dehors du débat général, le temps de parole en séance plénière et dans les grandes commissions sera limité à 15 minutes.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 24, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 23 du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 51/241 (A/52/855), qui constate qu'étant donné que, en dehors du débat général, le temps de parole est de huit minutes en moyenne, l'Assemblée générale jugera peut-être bon de réexaminer la recommandation formulée au paragraphe 22 de l'annexe à la résolution 51/241.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 24 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée prend note des dispositions concernant la durée des déclarations figurant au paragraphe 25?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : La section II.G a trait aux comptes rendus de séances.

Au paragraphe 26, le Bureau prend note du fait que les procès-verbaux continueront d'être établis pendant la cinquante-cinquième session pour les séances plénières de l'Assemblée générale et les séances de la Première Commission, et des comptes rendus analytiques pour les séances du Bureau et les autres grandes commissions de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve la recommandation concernant les transcriptions des débats de certaines séances de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), figurant au paragraphe 26?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée approuve la recommandation, figurant aussi au paragraphe 26, qui tend à ce que soit maintenue pour la cinquante-cinquième session la pratique consistant à ne pas reproduire *in extenso* les déclarations faites au sein d'une grande commission?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : La section II.H a trait aux déclarations de clôture à l'Assemblée générale et dans les grandes commissions.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note de cette section?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : La section II.I a trait aux résolutions.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note des dispositions figurant aux paragraphes 28 à 31?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la section II.J concernant la documentation.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note de la disposition relative aux rapports du Secrétaire général ou des organes subsidiaires figurant au paragraphe 32?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 33, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 6 de sa résolution 48/264 et sur le paragraphe 5 de sa résolution 54/248 C du 23 décembre 1999, qui font valoir que la documentation doit être publiée conformément à la règle des six semaines concernant la distribution des documents, simultanément dans les six langues officielles de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 33?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 34, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 32 de l'annexe à la résolution 51/241 demandant à tous les organes de faire preuve de modération lorsqu'ils font des propositions tendant à demander de nouveaux rapports et d'envisager de présenter les rapports tous les deux ou trois ans.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note de ce paragraphe?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : La section II.K traite des questions se rapportant au budget-programme.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note des dispositions figurant aux paragraphes 35 à 37?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 38, qui concerne le paragraphe 13 d) de la décision 34/401, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée sur les observations du Secrétaire général selon lesquelles l'établissement d'un état des incidences sur le budget-programme peut prendre quelques jours. En outre, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission ont besoin d'un délai suffisant pour examiner les incidences sur le budget-programme d'un projet de résolution avant que l'Assemblée puisse en être saisie.

Le Secrétaire général estime donc souhaitable que les États Membres soumettent leurs propositions suffisamment à l'avance pour éviter que les réunions ne doivent être annulées et que l'examen des points de l'ordre du jour ne doive être reporté.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note des observations faites par le Secrétaire général au paragraphe 38?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 39, le Bureau, suite à la suggestion du Secrétaire général, appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur la section VI de sa résolution 45/248 B du 21 décembre 1990 sur les procédures relatives aux questions administratives et budgétaires et à la résolution 52/220 du 22 décembre 1997, par laquelle les dispositions de la résolution 45/248 B ont été réaffirmées.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note des dispositions figurant au paragraphe 39?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : La section II.L traite des manifestations et réunions commémoratives.

Nous passons d'abord au paragraphe 40. Le Bureau recommande que, à l'exception de l'anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale adopte le plan proposé pour les

réunions commémoratives, notamment pour ce qui est de limiter chaque déclaration à 15 minutes.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve les recommandations figurant au paragraphe 40?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée approuve également la recommandation figurant au paragraphe 41 à propos du calendrier des manifestations et réunions commémoratives?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite maintenant l'Assemblée générale à passer à la section II.M qui traite des conférences spéciales.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve les recommandations figurant aux paragraphes 42 et 43?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Dans la section II.N relative aux réunions d'organes subsidiaires, le Bureau recommande à l'Assemblée générale, à la stricte condition que ces réunions se tiennent dans les limites des installations et des services disponibles, que les organes subsidiaires mentionnés au paragraphe 44 soient autorisés à se réunir pendant la partie principale de la cinquante-cinquième session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la section III du rapport du Bureau, qui contient des observations au sujet de l'organisation des futures sessions de l'Assemblée générale. Au paragraphe 45, le Bureau appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 17 de l'annexe à la résolution 51/241, où il est dit notamment que

« la série de séances plénières de l'Assemblée générale s'ouvrira officiellement chaque année le premier mardi de septembre ».

À cet égard, le Bureau appelle également l'attention de l'Assemblée générale sur le rapport du Secrétaire général relatif à l'application de la résolution 51/241 (A/52/855), en particulier sur les paragraphes 16 et 17, qui soulignent les mesures devant être prises en conséquence et la difficulté rencontrée à mettre en oeuvre cette disposition. Comme indiqué au para-

phe 17 du rapport du Secrétaire général, ces dernières années, la date de clôture a été le lundi précédant l'ouverture de la session suivante. Si l'Assemblée générale décidait de maintenir cette pratique, la date de clôture tomberait systématiquement un jour férié à l'ONU, ce qui a des incidences financières et autres qu'il faudrait examiner. Le paragraphe 17 du rapport indique par ailleurs que l'Assemblée générale jugera peut-être bon de décider, pour les sessions suivantes, d'une date de clôture qui tomberait un jour ouvrable.

Au paragraphe 46, le Bureau, prenant note des décisions spéciales devant être prises par l'Assemblée générale concernant les dates d'ouverture et/ou de clôture des cinquante-deuxième, cinquante-troisième, cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions, recommande à l'Assemblée d'étudier, à sa cinquante-cinquième session, la question des dates d'ouverture et de clôture des futures sessions ordinaires afin de se prononcer sur une formule permettant de déterminer les dates d'ouverture et de clôture des futures sessions ordinaires.

Au paragraphe 47, le Bureau, prenant en compte la date d'ouverture des sessions ordinaires, recommande également à l'Assemblée de réexaminer la question de la date limite obligatoire fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences sur le budget-programme.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note du paragraphe 45 et approuve les recommandations figurant aux paragraphes 46 et 47?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la section IV du rapport du Bureau, qui traite de l'adoption de l'ordre du jour. Cette section commence au paragraphe 48.

Je rappellerai tout d'abord l'article 23 du Règlement intérieur qui stipule :

« Quand le Bureau a recommandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour, seuls trois orateurs pour et trois orateurs contre peuvent prendre la parole lors du débat sur l'inscription de cette question ».

J'insiste sur le fait que, pour le moment, nous ne parlons pas du fond d'une question quelle qu'elle soit.

En ce qui concerne le paragraphe 49, puis-je considérer que l'Assemblée souhaite demander à ses grandes commissions d'examiner leur ordre du jour afin de rationaliser leur programme de travail, comme cela est suggéré dans ce paragraphe?

Il n'y a pas d'objection.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Encore une fois, je prierai instamment les membres de l'Assemblée de bien vouloir, comme l'a suggéré le Secrétaire général, en vertu notamment des paragraphes 23 à 26 de l'annexe à la résolution 51/241, envisager de reporter à une session ultérieure l'examen des questions qui n'appellent pas de décision ou de mesure durant la session en cours.

Au paragraphe 51, le Bureau recommande que l'examen du point 59 du projet d'ordre du jour (Question de l'île comorienne de Mayotte) soit renvoyé à la cinquante-sixième session et que ce point soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de cette session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 52, le Bureau recommande que l'examen du point 93 du projet d'ordre du jour (Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India) soit renvoyé à la cinquante-sixième session et que ce point soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de cette session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 53, relatif aux points 171, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181 et 187 du projet d'ordre du jour, le Bureau recommande l'inscription à l'ordre du jour de la session d'un seul point, intitulé « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies ».

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 54, relatif au point 172 du projet d'ordre du jour (Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe), le Bureau recommande son inscription à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 55, relatif au point 173 du projet d'ordre du jour (Octroi à la Banque interaméricaine de développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale), le Bureau recommande son inscription à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 56, relatif au point 182 du projet d'ordre du jour (Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale), le Bureau recommande son inscription à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 57, le Bureau a décidé de ne pas recommander l'inscription du point 183.

Au paragraphe 58, relatif au point 184 du projet d'ordre du jour (Vers des partenariats mondiaux), le numéro du point cité au paragraphe 15 du document A/55/250 devrait être « 184 ». Il sera distribué un correctif au document. Le Bureau recommande l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 59, le Bureau recommande que le point 185 du projet d'ordre du jour (Le problème mondial de la drogue) soit supprimé de l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 60, relatif au point 186 du projet d'ordre du jour (Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre humain international), le Bureau recommande son inscription à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 61, relatif au point 188 du projet d'ordre du jour (Le rôle des diamants dans les conflits), le Bureau recommande l'inscription ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Au paragraphe 62, relatif au point 189 du projet d'ordre du jour (Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée), le Bureau recommande son inscription à l'ordre du jour de la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à l'ordre du jour que le Bureau recommande à l'Assemblée générale pour adoption.

Conformément à la pratique habituelle, nous suivrons la numérotation indiquée au paragraphe 63 du rapport du Bureau (A/55/250). Chaque fois que nous le jugerons approprié, nous examinerons les points par groupes. Je rappelle aux membres une fois de plus que, pour le moment, nous n'abordons aucun des points sur le fond, sauf si cela peut permettre à l'Assemblée de décider si elle doit ou non inscrire un point à l'ordre du jour.

Les points 1 à 6 ont déjà fait l'objet d'une décision.

Nous passons maintenant aux points 7 à 50. Je rappelle aux délégations que nous n'examinons que la question de l'inscription de ces points à l'ordre du jour. Puis-je considérer que ces points sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que les points 51 à 64 sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite à présentent les membres à passer aux points 65 à 81, relatifs au désarmement. Puis-je considérer que ces points sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant aux points 82 à 91. Puis-je considérer que ces points sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous en venons ensuite aux points 92 à 102, relatifs aux questions économiques internationales. Puis-je considérer que ces points sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Les points 103 à 114 ont trait aux questions sociales et humanitaires. Puis-je considérer que ces points sont également inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je ensuite considérer que les points 115 à 153, ayant trait aux questions administratives et financières, sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant aux points 154 à 165. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que ces points sont inscrits à l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant aux points 166 à 168. Puis-je considérer que ces points sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Les membres se souviendront que l'Assemblée générale a déjà décidé d'inscrire les points 169 à 176 à l'ordre du jour de la présente session.

Nous passons maintenant aux points 177 à 179. Puis-je considérer que ces points sont inscrits à l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la section V du rapport du Bureau sur la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note des dispositions figurant au paragraphe 64?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant examiner les recommandations figurant aux paragraphes 67 à 71. Nous les examinerons une à une. Avant de poursuivre, je rappelle aux membres que le numéro des points est celui indiqué dans l'ordre du jour figurant au paragraphe 63 du rapport dont nous sommes saisis, à savoir le document A/55/250.

Nous allons tout d'abord examiner la recommandation figurant au paragraphe 67 a), qui concerne le point 10. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 67 b), qui concerne le point 18. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 67 c), qui concerne le point 49, intitulé « La situation du Timor oriental au cours de la période de transition vers l'indépendance ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite que cette question soit examinée directement en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons à présent à la recommandation figurant au paragraphe 67 d), qui concerne le point 51. Puis-je considérer

que l'Assemblée générale approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Concernant le paragraphe 67 e), relatif au point 64, le Bureau recommande à l'Assemblée générale de prendre à une date appropriée durant la session une décision sur l'attribution de cette question. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 67 f), qui concerne le point 170, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite que cette question soit directement examinée en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 67 g), qui concerne le point 173 intitulé « Vers des partenariats mondiaux ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite que cette question soit directement examinée en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 67 h), qui concerne le point 174, intitulé « Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre humain international ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite que cette question soit directement examinée en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 67 i), qui concerne le point 175, intitulé « Le rôle des diamants dans les conflits ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite que cette question soit directement examinée en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la recommandation figurant au paragraphe 68, qui concerne le point 73, intitulé « Désarmement général et complet ». Puis-je considé-

rer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation relative au point 73 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la recommandation figurant au paragraphe 69, qui concerne le point 107, intitulé « Promotion de la femme ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 70 a), qui concerne le point 169, intitulé « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite renvoyer ce point à la Cinquième Commission?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la recommandation figurant au paragraphe 70 b), qui concerne le point 176, intitulé « Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite renvoyer ce point à la Cinquième Commission?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la recommandation figurant au paragraphe 71 a), qui concerne le point 171, intitulé « Octroi à la Banque interaméricaine de développement du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite renvoyer ce point à la Sixième Commission?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la recommandation figurant au paragraphe 71 b), qui concerne le point 172, intitulé « Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale ». Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite renvoyer ce point à la Sixième Commission?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant passer au paragraphe 72 du rapport du Bu-

reau. Comme aucun membre ne souhaite prendre la parole, j'invite l'Assemblée à passer à la liste des points recommandés par le Bureau pour examen en séance plénière.

Compte tenu des décisions qui viennent d'être adoptées, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve la répartition des points énumérés au paragraphe 72 du rapport du Bureau qui seront examinés directement en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la liste des points dont le Bureau a recommandé le renvoi à la Première Commission.

Compte tenu des décisions qui viennent d'être adoptées, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi à la Première Commission des points proposés au paragraphe 72 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons maintenant à la liste des points dont le Bureau a recommandé le renvoi à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).

Compte tenu des décisions qui viennent d'être adoptées, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) des points proposés au paragraphe 72 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous en venons maintenant à la liste des points dont le Bureau a recommandé le renvoi à la Deuxième Commission.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi à la Deuxième Commission des points proposés au paragraphe 72 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous abordons maintenant la liste des points dont le Bureau a recommandé le renvoi à la Troisième Commission.

Compte tenu des décisions qui viennent d'être adoptées, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi à la Troisième Commission des

points proposés au paragraphe 72 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous passons ensuite à la liste des points dont le Bureau a recommandé le renvoi à la Cinquième Commission.

Compte tenu des décisions qui viennent d'être adoptées, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi à la Cinquième Commission des points proposés au paragraphe 72 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, nous passons à la liste des points dont le Bureau a recommandé le renvoi à la Sixième Commission.

Compte tenu des décisions qui viennent d'être adoptées, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi à la Sixième Commission des points proposés au paragraphe 72 du rapport du Bureau?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé l'examen du premier rapport du Bureau. Je tiens à remercier tous les membres de l'Assemblée de leur aimable coopération pendant cette séance.

Chaque grande commission recevra la liste des points de l'ordre du jour qui lui sont renvoyés afin qu'elle puisse commencer à organiser ses travaux, conformément à l'article 99 du Règlement intérieur et aux paragraphes 30 et 31 de l'annexe de la résolution 51/241.

En outre, les membres noteront que la Première Commission devra clôturer ses travaux d'ici le vendredi 3 novembre, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) d'ici le jeudi 9 novembre, la Troisième Commission d'ici le vendredi 10 novembre, la Sixième Commission d'ici le mardi 21 novembre, et la Deuxième Commission ainsi que la Cinquième Commission d'ici le vendredi 1er décembre 2000.

J'espère que les grandes commissions continueront, comme elles l'ont fait lors de la cinquante-quatrième session, de n'épargner aucun effort pour achever leurs travaux dans les délais.

Je voudrais rappeler avec insistance que toutes les séances doivent commencer de manière ponctuelle, à 10 heures et à 15 heures précises. Je m'efforcerai de faire en sorte que nous tenions les engagements que nous avons pris aujourd'hui. Cette mesure s'applique également au Secrétariat, qui doit veiller à ce que la documentation dans toutes les langues officielles soit présentée en temps voulu, pour éviter que les réunions ne commencent avec du retard.

Je voudrais maintenant attirer l'attention des représentants sur une question liée à la participation de la Palestine, en qualité d'observateur, aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale. Les membres se rappelleront la résolution 52/250 en date du 7 juillet 1998, avec son annexe, ainsi qu'une note du Secrétaire général figurant dans le document A/52/1002, dans laquelle est exposée la façon dont le Secrétaire général entend mettre en oeuvre les modalités présentées en annexe de la résolution.

Je tiens notamment à attirer l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 6 de l'annexe à la résolution 52/250, qui stipule :

« Le droit de faire des interventions, une explication liminaire ou le rappel des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale n'étant faits qu'une seule fois par le Président de l'Assemblée générale au début de chaque session de l'Assemblée ».

En conséquence, pour la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, l'Observateur de la Palestine participera donc aux travaux de l'Assemblée générale conformément aux dispositions de la résolution 3237 (XXIX) en date du 22 novembre 1974, de la résolution 43/177 en date du 15 décembre 1988 et de la résolution 52/250 en date du 7 juillet 1998, sans qu'il soit nécessaire d'avoir à nouveau recours à une explication liminaire avant les interventions de la Palestine au cours de la présente session.

La séance est levée à 12 h 20.